

# Newsletter Réseau français Villes-Santé

MAI 2026

## À LA UNE

### ✿ SAVE THE DATE ! FIN JUIN : OUVERTURE DES INSCRIPTIONS POUR LES RENCONTRES NATIONALES 2026.



RENCONTRES NATIONALES  
DU RÉSEAU FRANÇAIS VILLES-SANTÉ

#### Les Villes-Santé promotrices de l'équité en santé

Enjeux et perspectives 40 ans  
après la Charte d'Ottawa

**24, 25 et 26 novembre 2026**

à l'Académie de l'OMS, Lyon



Les rencontres nationales 2026 du RfVS se tiendront **les 24, 25 et 26 novembre à l'Académie de l'OMS (à Lyon)**, avec pour thématique : « Les Villes-Santé promotrices de l'équité en santé. Enjeux et perspectives 40 ans après la Charte d'Ottawa ».

### ✿ RETOUR SUR LE PREMIER WEBINAIRE MUNICIPALES 2026 : « COMPRENDRE SON RÔLE, SES RESSOURCES ET L'APPROCHE SANTÉ DANS TOUTES LES POLITIQUES ».

Le 21 mai dernier, le Réseau français Villes-Santé a lancé son cycle de webinaires « Parcours : Commencer son mandat d'élu.e à la santé » avec une première session introductive consacrée au rôle de l'élu à la santé et à l'approche « Santé dans Toutes les Politiques ». À cette occasion, **Marlène Collineau** (élu.e adjointe à la santé - Ville de Nantes) et **Gilbert Hangard** (élu.e adjoint à la santé - Ville d'Albi et également président de l'association Élus, santé publique et territoires) **ont partagé leurs expériences d'élus, illustrés par des retours terrain**. Leurs interventions ont ensuite nourri un temps d'échange riche avec l'ensemble des participants. Le replay du webinaire sera prochainement disponible sur notre chaîne Youtube, et une synthèse sera mise en ligne sur notre page dédiée aux Municipales 2026.

Pour accéder au site internet, [cliquez ici](#)

Ces rencontres viseront à **échanger sur le rôle des villes et des intercommunalités dans la mise en œuvre de la Charte d'Ottawa**, 40 ans après sa signature et le lancement du programme Villes-Santé. Centrées sur la notion d'équité, les rencontres viseront à rappeler les déterminants de la santé et le rôle de la promotion de la santé ; à partager pratiques et expériences dans la mise en œuvre de l'équité en santé ; à croiser les regards entre experts, élus et agents des Villes-Santé ; et à apporter des perspectives à moyen et long terme pour les Villes-Santé.

**Le programme détaillé sera disponible à l'ouverture des inscriptions aux Villes-Santé, à la fin du mois de juin**. Un email vous sera adressé avec l'ensemble des modalités et informations pratiques. Pour rappel, une Assemblée générale visant à renouveler le Conseil d'administration du Réseau se tiendra le mercredi 25 novembre après-midi.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#)

### ✿ SAVE THE DATE ! LES PROCHAINS WEBINAIRES « PARCOURS : COMMENCER SON MANDAT D'ÉLU.E À LA SANTÉ ».

Pour faciliter la prise de mandat des nouveaux élu.es en charge de la santé des collectivités (membres ou non du RfVS), le Réseau français Villes-Santé a lancé une série de 4 webinaires. Alors que le premier s'est tenu le 21 mai dernier, **les prochaines sessions se tiendront les 11 juin, 09 juillet et 10 septembre, de 13h à 14h15**. Les thématiques abordées seront : agir en prévention et promotion de la santé ; accompagner l'offre et l'accès au soin et à la santé ; intégrer la santé dans le cadre de vie. Ces webinaires permettront de renforcer la culture santé, de créer une communauté d'élu.es engagée autour des enjeux de santé et de partager l'ensemble des ressources et des enseignements du RfVS. Chaque webinaire sera une étape pour devenir un.e élu.e acteur de la santé.

Pour vous inscrire, [cliquez ici](#)

### **✦ VILLES-SANTÉ : VOUS RECEVREZ BIENTÔT VOTRE KIT PAPIER NOUVEL.LE ÉLU.E.**

Depuis le mois de mars, le Réseau français Villes-Santé met à disposition de tous, **un kit de ressources en ligne** (livret pratique, plaidoyer, webinaires et replays, liste de publications, etc.) **conçu pour faciliter la prise de poste des nouveaux élus à la santé.** En tant que Ville-Santé, vous bénéficiez d'un envoi papier gratuit. Ce dernier vous sera adressé courant du mois de juin. En attendant, n'hésitez pas à consulter l'ensemble des ressources sur notre site internet.

Pour accéder à la page ressources, [cliquez ici](#)

### **✦ LE RFVS, ACCOMPAGNÉ DE VILLES-SANTÉ, A RENCONTRÉ DES REPRÉSENTANTS DE LA DGS ET DE LA DGESCO SUR LE SUJET DE LA SANTÉ SCOLAIRE.**

Le 22 mai, le secrétariat du RfVS et les Villes de Bordeaux, de Nantes, de Paris et de Rennes (qui font partie du groupe des villes santé scolaire) ont rencontré des représentants de la Direction Générale de la Santé (DGS) et de la Direction Générale de l'Enseignement SCOLAIRE (DGESCO), à Paris. Lors de cette réunion dédiée aux villes portant la compétence spécifique de la santé scolaire, différents points ont pu être discutés : la nécessaire revalorisation de la dotation de l'Éducation nationale aux villes délégataires (le coût est actuellement très majoritairement supporté par les villes) ; l'accès au livret de parcours inclusif (LPI) ; l'interconnexion des systèmes d'information qui permettrait, entre autres, d'optimiser la transmission des données entre les différents acteurs, entre le 1er et 2nd degré ; l'inscription dans les textes du rôle des IDE dans la réalisation des bilans de santé ; et l'association des villes à l'élaboration des politiques en matière de santé scolaire (voir [Tribune du RfVS - Assises de la santé scolaire 2025](#)).

Cette réunion a également été l'occasion de **rappeler que cette mission quand elle est portée par les villes, présente des résultats encourageants** : meilleur taux d'encadrement des élèves par des professionnels ; meilleur taux de réalisation des bilans de santé ; équipes pluriprofessionnelles au complet ; attention particulière portée aux élèves scolarisés dans les QPV ou en écoles REP, RE+, etc. Le compte-rendu de cette réunion sera prochainement adressé aux villes santé scolaire.

### **✦ RETOUR SUR LA RÉUNION SUR LE PLOMB HYDRIQUE DU 18 MAI.**

Le groupe a échangé sur la mise en œuvre d'analyses dans leurs ERP, suite à la publication de l'instruction n°DGS/EA4/2026/54 du 16 avril 2026 « *relative à la présence de plomb dans l'eau destinée à la consommation humaine, hors eaux conditionnées : contrôle du plomb hydrique par les personnes responsables de la distribution d'eau dans les réseaux intérieurs et mise en œuvre de mesures de gestion* ». **Une note a été rédigée par le groupe afin de partager avec la DGS et les ARS, les remarques et questions des Villes-Santé sur le protocole de prélèvement et les actions à plus long terme pour lutter contre l'exposition au plomb via l'eau de boisson.** Pour rappel, le retour d'expérience de la Ville de Lyon a montré que des éléments de plomberie en alliage (laiton, etc.) peuvent relarguer du plomb avec des concentrations bien supérieures aux valeurs autorisées, et ce dans des ERP neufs. À noter que d'autres Villes-Santé ont également lancé des analyses.

### **✦ LE RFVS A RENCONTRÉ L'UNIOPSS, UNION NATIONALE DES ACTEURS PRIVÉS NON LUCRATIFS DE SOLIDARITÉ, AGISSANT DANS LE SECTEUR SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL.**

Présent sur tout le territoire, l'UNIOPSS rassemble 35 000 établissements fédérés au sein de leurs unions régionales, et porte au niveau national un plaidoyer collectif des associations de solidarités. Une rencontre avec le RfVS, représenté par Marlène Collineau (élue adjointe à la santé - Ville de Nantes et membre du bureau du RfVS), par Maude Luherne et Audrey Gonneau (respectivement directrice et chargée de mission du RfVS) a été organisée. Les sujets abordés ont porté sur la financiarisation du secteur de la santé et du social, le désengagement de l'État sur les politiques publiques de santé, du social et du médico-social, ainsi que sur l'intérêt de travailler davantage sur le lien entre les municipalités et les associations dans la conduite des politiques locales de santé et de solidarité.

## LES ACTUALITÉS DES VILLES-SANTÉ

### ✿ LES RENDEZ-VOUS DE L'ALIMENTATION REVIENNENT À STRASBOURG POUR UNE 5E ÉDITION.



Les rendez-vous de l'alimentation, lancés en 2022 dans le cadre du Projet alimentaire territorial, sont le fruit d'une aventure collective avec l'engagement de plus de 100 acteurs publics et privés, mobilisés pour faire de l'alimentation un levier de transition et de convivialité. Au menu de cette 5e édition et sur le thème « Toutes et tous à table », **une variété de plus de 60 animations gratuites ou à prix libre sont proposées aux quatre coins de l'Eurométropole et adaptées à tous les âges, pour cuisiner, goûter, déguster, se rencontrer et partager, du 3 au 14 juin.**

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#)

### ✿ LA VILLE DE LORIENT A ORGANISÉ DEUX ÉVÉNEMENTS DE PROMOTION SANTÉ AUTOUR DU THÉÂTRE.

Le 30 mai, la Ville de Lorient et le Centre Social de l'Escale Brizeux ont organisé « Connecté.e.s », **un théâtre-débat autour de la place des écrans dans la vie des jeunes et de leurs familles.** Au programme : des saynètes co-construites avec la troupe Impro Infini, des jeunes et des familles du Centre Social à partir de situations inspirées du quotidien. Le sommeil a été le fil rouge de l'événement, mais d'autres sujets liés aux usages numériques ont été abordés. L'objectif de ce temps a été avant tout de favoriser le dialogue entre jeunes, parents et professionnels, sans jugement, en valorisant les expériences et les idées de chacun.

Dans le cadre des Semaines de la santé sexuelle, la Ville de Lorient et les structures de santé sexuelle du territoire réunies au sein du CoReSS Bretagne organisent le 2 juin, **un théâtre forum « C'est oui ou c'est non ? ».** Proposé par la Compagnie l'Attelage, ce théâtre forum interactif abordera des situations vécues pour échanger autour : du consentement (zones floues, alcool, regard des autres, rôle des témoins) et de la contraception (communication, idées reçues, partage des responsabilités, imprévus). La soirée sera également accompagnée de stands de prévention animés par les structures locales (CEGIDD, Centre de Santé Sexuelle, Planning Familial, Douar Nevez, Liberté Couleurs, CPTS Lorient Littoral, etc.).

## DERNIERS « VILLE-À-VILLES » ENVOYÉS

- > VâV-26-01 Plan d'actions sur les violences sexistes et sexuelles
- > VâV-26-02 Publicité et politique santé
- > VâV-26-03 Lutte contre le saturnisme infantile
- > VâV-26-04 Hygiène au domicile des assistantes maternelles
- > VâV-26-05 Structures souhaitant s'inscrire dans le modèle de l'expérimentation de l'article 51 SECPa
- > VâV-26-06 Renforcement des actions en santé mentale
- > VâV-26-07 Mise en place d'un dispositif de transport solidaire
- > VâV-26-08 Retour d'expérience projet d'aménagement favorable à la santé

Votre participation est importante pour faire vivre ces Ville-à-Villes.

N'hésitez pas à consulter l'espace réservé de notre site internet pour voir le détail des questions et à envoyer votre ou vos réponses à [secretariat@villes-sante.com](mailto:secretariat@villes-sante.com)

Si vous souhaitez transmettre une demande de « Ville-à-Villes », merci d'envoyer un mail à [secretariat@villes-sante.com](mailto:secretariat@villes-sante.com)  
Pour accéder aux « Ville-à-Villes », [cliquez ici](#)

## LES ÉVÉNEMENTS DES MOIS À VENIR

<p><b>5 juin - 9h/10h30</b></p>	<p><b>Réunion du groupe d'échanges Paniers santé</b> (en visio)  <b>Au programme</b> : présentation du dispositif expérimental d'Ordonnance verte à destination de 50 femmes enceintes, Ville de Villeneuve d'Ascq.  <b>Pour recevoir le lien de connexion, contactez Alexandra Bastin</b> : <a href="mailto:alexandra.bastin@villes-sante.com">alexandra.bastin@villes-sante.com</a></p>
<p><b>5 juin - 11h/13h</b></p>	<p><b>Assemblée générale du RfVS</b>  (en visio, réservée aux membres du RfVS).</p>
<p><b>9 juin - 14h/18h</b></p>	<p><b>GT Qualité de l'air intérieur</b> (en visio)  Résultats du projet COOPAIR (acCOMPagner au changement de comportement et à l'OPTimisation de la qualité de l'AIR).  <a href="#">Cliquez ici pour vous inscrire</a></p>
<p><b>11 juin - 13h/14h15</b></p>	<p><b>Webinaire « Commencer son mandat d'élu.e sur les sujets de santé - Agir en prévention et promotion de la santé »</b> (en visio) à destination des élus membres et non-membres du RfVS.  <a href="#">Cliquez ici pour vous inscrire</a></p>
<p><b>18 juin - 14h/15h30</b></p>	<p><b>GT Santé des enfants, santé des jeunes et parentalité</b> (en visio)  Lors de cette réunion de clôture du GT, le secrétariat du RfVS présentera une synthèse des différentes réunions du GT qui se sont tenues entre 2023 et 2025.  <b>Pour plus d'informations, contactez Audrey Gonneau</b> : <a href="mailto:audrey.gonneau@villes-sante.com">audrey.gonneau@villes-sante.com</a></p>
<p><b>24 juin - 9h30/10h30</b></p>	<p><b>Webinaire « Présentation du RfVS et de son processus d'adhésion »</b> (en visio) à destination de toute personne souhaitant mieux connaître le RfVS.  <a href="#">Cliquez ici pour vous inscrire</a></p>
<p><b>25 juin - 10h/12h</b></p>	<p><b>GT Accessibilité à une alimentation saine et durable dans les QPV</b> (en visio) portant sur le rôle des épiceries solidaires dans cette accessibilité à une alimentation saine et durable.  <a href="#">Cliquez ici pour vous inscrire</a></p>
<p><b>8 juillet - 10h/18h</b></p>	<p><b>Conseil d'administration du RfVS</b>  (en présentiel à Paris, réservé aux membres du CA).  <a href="#">Cliquez ici pour confirmer votre présence</a></p>
<p><b>9 juillet - 13h/14h15</b></p>	<p><b>Webinaire « Commencer son mandat d'élu.e sur les sujets de santé - Accompagner l'offre et l'accès au soin et à la santé »</b> (en visio) à destination des élus membres et non-membres du RfVS.  <a href="#">Cliquez ici pour vous inscrire</a></p>
<p><b>10 septembre - 13h/14h15</b></p>	<p><b>Webinaire « Commencer son mandat d'élu.e sur les sujets de santé - Intégrer la santé dans le cadre de vie »</b> (en visio) à destination des élus membres et non-membres du RfVS.  <a href="#">Cliquez ici pour vous inscrire</a></p>
<p><b>23 septembre - 10h/11h30</b></p>	<p><b>Webinaire « Présentation du RfVS et de son processus d'adhésion »</b> (en visio) à destination de toute personne souhaitant mieux connaître le RfVS.</p>

## LES ACTUALITÉS DE L'OMS

### ✿ UN NOUVEL OUTIL DE L'OMS AIDE LES PAYS À AMÉLIORER LA QUALITÉ DES SERVICES DE SANTÉ MENTALE DESTINÉS AUX ENFANTS ET AUX JEUNES.

Le nouvel outil « *Clinical audit tool to strengthen quality of child and youth mental health services* » visant à renforcer la qualité des services de santé mentale destinés aux enfants et aux jeunes, est construit selon une approche structurée pour évaluer et améliorer les soins. **Il soutient ainsi les effets visant à garantir que les enfants et les adolescents ayant des besoins en matière de santé mentale bénéficient d'un soutien rapide, de qualité et centré sur la personne.** La santé mentale influence la manière dont les jeunes apprennent, nouent des relations et s'impliquent dans leur communauté. Pourtant, dans la Région européenne, on estime que **1 enfant ou 1 adolescent sur 7 souffre d'un trouble de santé mentale**, et trop d'entre eux continuent de se débattre sans bénéficier d'un soutien adéquat. L'amélioration de la qualité des services de santé mentale destinés aux enfants et aux jeunes constitue une priorité du Deuxième Programme de travail européen 2026-2030 et de la stratégie de l'OMS et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour la santé et le bien-être des enfants et des adolescents dans la Région européenne de l'OMS.

Malgré une attention accrue au niveau politique, d'importantes lacunes subsistent. Les services de santé mentale restent inégalement répartis, trop souvent concentrés dans les hôpitaux plutôt que dans les communautés où les jeunes vivent, apprennent et se divertissent. De nombreux pays ne disposent toujours pas de politiques spécifiques, de ressources et de compétences spécialisées, ni de mécanismes solides d'assurance qualité pour orienter les efforts d'amélioration. Ce nouvel outil s'appuie sur les normes de qualité de l'OMS pour les services de santé mentale destinés aux enfants et aux jeunes élaborées par le Bureau de l'OMS pour la qualité des soins et la sécurité des patients, en collaboration avec le programme Santé mentale et bien-être. Si les normes définissent ce qu'est une prise en charge de qualité, cet outil s'attache quant à lui à expliquer comment obtenir des améliorations mesurables dans la pratique

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#)

## LES ACTUALITÉS DE LA DGS ET DE SANTÉ PUBLIQUE FRANCE

### ✿ VIVRE-AVEC-LA-CHALEUR.FR

Depuis 2024, Santé publique France met à disposition de tous, **le dispositif « Vivre avec la chaleur »**, afin d'aider chacune et chacun à adopter les bons réflexes face à un enjeu désormais récurrent : vivre avec des températures élevées. Pensé comme un outil d'adaptation durable, ce dispositif vise à faire connaître les bons réflexes en amont des épisodes de chaleur, en s'appuyant sur des solutions concrètes, accessibles et adaptées au quotidien. Si les gestes à adopter en période de canicule sont globalement connus, ils ne sont pour autant pas adoptés par une grande partie de la population qui ne se considère pas à risque. **Pourtant, la chaleur a un impact sur la santé de tous : fatigue inhabituelle et perte de concentration sont les premiers signes d'une exposition à la chaleur, et concernent tout le monde.** Anticiper est la clé. Se préparer avant que les températures ne grimpent permet de mieux se protéger et d'intégrer progressivement les bons gestes dans son quotidien : rester au frais, adapter ses activités sportives, ou encore aménager son logement pour maintenir une température confortable, etc. Des gestes simples, portés par des messages positifs, accessibles à tous, pour faire face durablement aux épisodes de chaleur.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#)

### ✿ FACE AUX MOUSTIQUES ET AUX MALADIES QU'ILS TRANSMETTENT, PROTÉGEONS-NOUS !

Comme chaque année, la France métropolitaine est entrée, au 1er mai, **en période renforcée de surveillance des arboviroses** (et ce jusqu'au 30 novembre). Face à la menace croissante des moustiques vecteurs de maladies (dengue, chikungunya, Zika, virus du Nil occidental), les autorités sanitaires font de la lutte contre ces maladies, une priorité de santé publique. L'année 2025 a été marquée par un nombre sans précédent de cas de chikungunya recensés en métropole, avec 81 foyers de transmission locale et près de 809 cas autochtones identifiés. Il s'agit du nombre le plus important de cas et de transmissions autochtones de chikungunya identifiés depuis la mise en place de la surveillance renforcée en 2006. Face à la prolifération des moustiques et aux risques sanitaires associés, chacun peut agir au quotidien pour se protéger et limiter leur expansion : la suppression des eaux stagnantes (pots, bâches, gouttières, etc.) permet de limiter le développement des larves de moustique ; pour éviter les piqûres, il est conseillé d'adopter des gestes simples : porter des vêtements couvrants, utiliser des répulsifs et installer des moustiquaires.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#)

Pour consulter le PVS « Moustique tigre », [cliquez ici](#)

### APPELS À PROJETS, À COMMUNICATIONS.

- **La Direction Générale des Entreprises, en partenariat avec FranceVélo et le Réseau vélo et marche, propose un webinaire d'accompagnement pour candidater à l'AMI « Destination France à vélo », le lundi 8 juin, de 16h à 17h.** Cet AMI qui s'adresse aux collectivités locales ou à des groupements d'acteurs adossés à un territoire, a pour objet la mise en lumière des destinations cyclables d'excellence par le soutien à la communication et la mise en réseau des futurs lauréats. Les candidatures seront clôturées au 31 juillet.

Pour participer au webinaire, [cliquez ici](#)

Pour plus d'informations sur l'AMI, [cliquez ici](#)

- **L'Onaps a lancé l'appel à communication pour son colloque annuel sur « L'activité physique, moteur de lien social et d'insertion », qui aura lieu le jeudi 19 novembre.** Le colloque visera à mettre en lumière le rôle de l'activité physique comme facteur de socialisation, d'inclusion et d'insertion, en croisant regards scientifiques et expériences de terrain. Sont recherchés des acteurs (collectivités, associations, structures socio-sportives, dispositifs d'insertion, etc.) souhaitant partager leurs initiatives et bonnes pratiques autour de : l'activité physique comme levier de socialisation (famille, école, communauté, etc.) ; les démarches de socio-sport auprès de publics en situation de vulnérabilité ; l'activité physique comme support de (ré)insertion sociale et professionnelle ; les projets territoriaux d'aménagements favorisant le lien social par l'activité physique.

Pour accéder à l'appel à communication, [cliquez ici](#)

### ÉVÉNEMENTS.

- **Le 42e cafinaire What Health accueillera Marion Wenandy, animatrice, pour la commission santé-environnement, du Réseau d'Éducation à l'Environnement en Bretagne qui parlera de l'expérimentation « Comment la nature nous fait du bien », menée sur trois ans (2022-2024), et co-portée par Promotion Santé Bretagne et le REEB dans sept établissements scolaires bretons, publics ou privés, de la maternelle au lycée.** Les équipes pédagogiques étaient accompagnées par un.e éducatrice à l'environnement ou un.e chargé de mission santé. Chaque établissement scolaire a conduit son propre projet (marches urbaines hebdomadaires en nature, création d'un club potager, aménagement des espaces extérieurs de l'établissement, classe dehors, création d'une zone de biodiversité, etc.). Le rendez-vous est donné le vendredi 5 juin de 9h à 10h.

Pour plus d'informations sur le projet, [cliquez ici](#)

Pour vous connecter au cafinaire, [cliquez ici](#)

- **L'ISSPAM et l'ISPED organisent un webinaire sur les « perspectives offertes par la réutilisation de données de santé », le 10 juin de 17h30 à 19h.** Par la présentation de résultats de travaux ou de travaux en cours, l'objectif est de sensibiliser les participants aux perspectives actuelles de la réutilisation de données de santé, issues d'entrepôts de données de santé ou de bases médico-administratives, pour la recherche en santé publique et en santé. Au programme : présentation des données de santé en France ; méthode permettant d'analyser et de modéliser les trajectoires de soins des patients en intégrant à la fois des approches univariées et multivariées ; des données de soins à la surveillance sanitaire : l'exemple du réseau Orchidée. L'inscription est obligatoire et gratuite.

Pour vous inscrire, [cliquez ici](#)

- **Le 11 juin prochain de 14h à 16h, la Banque des Territoires et le Hub des Territoires organisent un événement dans le cadre du parcours Élus « Être en bonne santé dans les territoires ».** Face aux tensions sur l'offre médicale et aux inégalités de santé, de nouvelles réponses émergent partout en France : prévention, soins coordonnés, démarches d'aller-vers, innovations organisationnelles, nouvelles formes de coordination et actions visant à fluidifier les parcours de soins au plus près des besoins des populations. Cet événement réunira collectivités locales, partenaires, entreprises, experts, représentants d'usagers et acteurs de terrain autour de ces enjeux et des solutions concrètes mises en œuvre localement. Maude Luherne (directrice du RfVS) interviendra lors du temps de regards croisés. L'événement est hybride (à Paris ou en visio).

Pour vous inscrire, [cliquez ici](#)

- **Le Réseau « sites et sols pollués inter-collectivités » propose une journée technique sur les Inventaires Historiques Urbains (IHU) le 11 juin (9h-16h30, hybride Paris et visio).** Au programme : définition d'un IHU, comment le préparer et le réaliser, comment s'en servir et le partager, comment le mettre à jour ; présentation des IHU finalisés ou en cours du Grand Lyon, de l'Eurométropole de Strasbourg, de Nantes Métropole et des agglomérations de Montluçon et de La Rochelle, et avec les retours d'expérience du BRGM et de l'Ademe. Vous pouvez rejoindre le réseau sur la plateforme [www.expertises-territoires.fr](http://www.expertises-territoires.fr)

Pour en savoir plus, [cliquez ici](#)

- **Le colloque international « Vers une approche One Health inclusive » aura lieu à Lyon, les 22 et 23 juin.** Ce colloque explorera, dans une dynamique transdisciplinaire, les relations entre santé, environnement et changements globaux, en mobilisant des approches critiques et One Health. En adoptant une perspective systémique, il invitera à réfléchir sur : comment construire une pensée transdisciplinaire sur les grands défis environnementaux et sanitaires contemporains capable d'intégrer les interconnexions entre humains, animaux et écosystèmes, ainsi que les déterminants sociaux des risques pour la santé et l'environnement ? Comment aborder ces enjeux en adoptant des approches communautaires et décoloniales, dans une perspective de justice épistémique ? S'appuyant sur des recherches menées en collaboration entre équipes françaises et brésiliennes, l'événement mettra en lumière le dialogue interdisciplinaire, ainsi qu'entre systèmes de savoirs scientifiques et communautaires, afin de nourrir la co-construction de la recherche, des interventions et des politiques publiques face à ces défis contemporains. Programme détaillé du colloque à venir prochainement.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#)

- **Un webinaire sur « PNNS 5 & Procédure d'attribution du logo PNNS sur les supports » est organisé le 25 juin de 13h30 à 14h.** La procédure d'attribution du logo PNNS permet aux structures de faciliter la mise en conformité de leurs outils avec les recommandations nationales. En 30 minutes, découvrez tout ce qu'il faut savoir sur les évolutions de la procédure d'attribution du logo PNNS, suite à la publication du PNNS 5.

Pour plus d'informations et vous inscrire, [cliquez ici](#)

- **Fédération Promotion Santé organise le 3e séminaire national «Éducation et promotions santé-environnement» sur la thématique « Éduquer et agir pour une santé-environnement transversale et accessibles à toutes et tous », les 29 et 30 juin au Mans.** Les objectifs de ces deux jours seront de : comprendre les déterminants des inégalités sociales, territoriales et environnementales de santé en vue de la mise en place d'actions ; découvrir et relier les actions de santé-environnement avec les champs du social et du médico-social, pour des approches inclusives ; penser et identifier la nature comme levier et partenaire éducatif pour promouvoir la santé. Inscription obligatoire avant le 29 mai.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#)

- **La 4e édition des Assises territoriales de l'agroécologie et de l'alimentation aura lieu à Dijon les 21 et 22 septembre.** Cet événement permettra d'échanger et de s'inspirer des actions menées dans les territoires autour des enjeux liés à la transition agroécologique tels que la préservation du foncier agricole et de la ressource en eau ou la prise en compte des enjeux de santé. Le RfVS sera présent pour présenter les actions menées dans le cadre du projet Paniers santé, en lien avec le projet européen JA PreventNCD.

Pour découvrir le programme et s'inscrire, [cliquez ici](#)

## ACCÈS AUX SOINS.

- La qualité des soins dans les établissements de santé constitue un enjeu de santé publique majeur. En France, chaque année, environ 13 millions de patients sont accueillis dans 2 965 établissements de santé répartis entre 1 330 structures publiques, 978 structures privées à but lucratif et 667 structures privées à but non lucratif. Le terme de qualité des soins est défini par la Haute Autorité de Santé (HAS) et regroupe plusieurs notions telles que la sécurité des actes et interventions médicales, ainsi que leur efficacité, leur accessibilité et leur pertinence, tout comme la réactivité du système de soins aux attentes du patient. La non-qualité des soins représente un enjeu financier majeur. Sur la base des données de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), la Cour des comptes estime que la réparation des préjudices évitables en France s'élèverait à plus de 11 Md€ et celle du préjudice relatif aux soins inutiles ou à faible valeur à 22 Md€. **Dans son rapport « La politique d'amélioration de la qualité des soins dans les établissements de santé », la Cour des comptes s'est attachée à répondre à trois questions : la politique menée permet-elle de mesurer les évolutions de la qualité des soins dans les établissements de santé ? La politique menée permet-elle d'améliorer la qualité des soins en établissement ? La politique menée renforce-t-elle la « culture de la qualité des soins » auprès des professionnels hospitaliers tout en intégrant la place du patient ?**

Pour accéder au rapport et à sa synthèse, [cliquez ici](#)

## ADDICTIONS.

- **Le Parlement britannique a adopté le 21 avril 2026 une mesure sans précédent : interdire définitivement l'achat de tabac à toute personne née à partir de 2009.** Concrètement, l'âge légal de vente augmentera chaque année, empêchant progressivement ces générations d'accéder au tabac tout au long de leur vie. L'objectif est d'agir à la source en empêchant l'entrée dans le tabagisme alors que la majorité des consommateurs commencent avant l'âge adulte. À terme, les autorités espèrent faire émerger « une génération sans tabac » et réduire durablement la prévalence du tabagisme.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#)

- **L'Observatoire français des drogues et des tendances addictives a publié le rapport « Usages numériques et santé de l'enfant, de l'adolescent et du jeune adulte : enjeux métrologiques, mécanismes physiopathologiques et stratégies de prévention ».**

Pour consulter le rapport, [cliquez ici](#)

- **Selon une étude de l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT), les ventes de tabac chez les buralistes ont baissé de 8,2% entre 2024 et 2025.** L'OFDT constate également une baisse du nombre de fumeurs : 18,2% des adultes âgés entre 18 et 75 ans déclaraient fumer quotidiennement en 2024, contre 27% en 2017 ; 5,6% des lycéens interrogés en 2024 déclaraient fumer tous les jours, contre 30,8% en 2010. Toutefois, les adolescents se tournent de plus en plus vers la cigarette électronique : 4% des lycéens déclaraient vapoter tous les jours en 2024, contre moins de 1% en 2022.
- Chaque jour, en France, des millions de repas sont préparés, servis et consommés. Derrière chaque assiette, il y a une histoire : celle de produits cultivés, transformés, transportés et contrôlés. La sécurité sanitaire des aliments ne va pas de soi : elle se construit au quotidien. Prévenir les risques, garantir la traçabilité et agir vite en cas d'alerte sanitaire sont autant de missions invisibles qui protègent notre santé, notre économie et la confiance du public. **Le nouveau numéro du magazine Alim'agri « Protéger votre alimentation » est parti à la rencontre de ceux qui assurent ces missions au service de tous les consommateurs, en France et ailleurs.** Qu'ils réalisent des contrôles physiques ou documentaires sur le terrain, qu'ils enquêtent en cas de toxi-infections alimentaires, qu'ils coordonnent l'action de l'État ou qu'ils fassent l'interface avec les entreprises de l'agroalimentaire, tous participent à l'édifice permettant à chacun d'entre nous de se nourrir en toute sécurité.

Pour consulter l'étude, [cliquez ici](#)

## ALIMENTATION.

- **La commission d'enquête sur les marges des industriels et de la grande distribution au Sénat a rendu son rapport. Après des semaines d'auditions, elle confirme des pratiques opaques et discriminantes.** 37 associations martèlent la nécessité d'une loi d'urgence pour rendre obligatoire la vente en supermarché de 100 produits sains à prix coûtant, tout en garantissant des revenus justes aux agriculteurs et agricultrices. Cette mesure, concrète et réaliste, est nécessaire dans un contexte où manger sainement est devenu un luxe pour de trop nombreuses personnes. En France, une personne sur trois déclare sauter un repas par faute de moyens. Derrière cette réalité sociale se joue aussi une véritable bombe sanitaire avec l'explosion des maladies liées à une alimentation déséquilibrée.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#)

- **« Cultive ton assiette : panier d'activités et d'outils pour une alimentation saine et durable chez les enfants en milieu périscolaire ».** Promotion santé et le RRAPPS Bourgogne Franche-Comté ont conçu un guide complet dans lequel méthodologie, activités et ressources permettent d'accompagner les territoires à la mise en place d'actions en nutrition en milieu périscolaire (3-11 ans). Il aborde des thématiques, tels que l'éveil sensoriel, l'origine des aliments ou le décodage de la publicité, tout en intégrant l'approche « Une seule santé ». Ce panier contribue à la mise en œuvre des orientations du PNNS, notamment en matière de promotion d'une alimentation saine, durable, et accessible à tous.

Pour télécharger l'outil, [cliquez ici](#)

- **Transition alimentaire : comment les entreprises publiques locales accompagnent l'agriculture de demain.** De la restauration collective à l'installation de jeunes agriculteurs, en passant par des fermes maraîchères robotisées, les entreprises publiques locales (EPL) expérimentent des modèles innovants et répliquables de la transition alimentaire des territoires.

Pour en savoir plus, [cliquez ici](#)

## BRUIT.

- **Le Cerema lance diagBruit, un outil numérique permettant d'anticiper plus facilement les risques sonores en amont des projets immobiliers.** diagBruit permet d'identifier en quelques secondes le niveau de risque sonore, les réglementations applicables et propose des préconisations pour mieux prendre en compte les nuisances sonores à l'échelle de la parcelle. L'objectif est de protéger la santé des populations en sensibilisant les services d'urbanisme et en facilitant l'accès à l'information pour les porteurs de projet. L'outil est actuellement disponible dans les départements suivants : Gironde (33), Loire-Atlantique (44), Ille-et-Vilaine (35), Nord (59) et Bas-Rhin (67).

Pour tester l'outil, [cliquez ici](#)

- **diagBruit propose également une newsletter** pour suivre les évolutions de l'outil, découvrir des ressources et bonnes pratiques de prise en compte du bruit dans l'urbanisme, et accéder à des actualités et retours d'expérience. Par exemple, un focus sur les terrains de padel a été proposé récemment.

Pour vous inscrire, [cliquez ici](#)

## COLLECTIVITÉS TERRITORIALES.

- **Pour accompagner les élus et les acteurs locaux dans leurs projets, l'ANCT met à disposition une version actualisée et enrichie du guide France Ruralités.** Ce guide est structuré autour de 10 grands enjeux : développement économique, santé, mobilité, logement, éducation, culture, agriculture, mémoire, ingénierie territoriale, engagement et vie associative. Conçu comme un outil pratique et évolutif, le guide vise à soutenir l'action locale et à améliorer durablement la qualité de vie des habitants des territoires ruraux.

Pour consulter le guide, [cliquez ici](#)

- **Le Haut Conseil de la Santé Publique a publié la synthèse « Des politiques locales intégrées pour la qualité de vie : Les collectivités locales, acteurs majeurs de la prévention ».** Cette dernière est complémentaire au rapport « Mettre en œuvre en contexte français des politiques publiques intégrées favorables à la qualité de vie » publié en septembre 2025, qui formule des propositions concrètes pour diffuser l'approche de Santé dans Toutes les Politiques en France.
- **Née d'un travail collaboratif coordonné par le CNSF, avec le soutien financier du ministère de la Santé, la plateforme PSPE : Plateforme numérique en Santé Périnatale et Environnement est lancée.** Cette dernière est dédiée à l'accompagnement des professionnels de la périnatalité, en faveur de la prévention en santé environnementale et focus de la pré-conception jusqu'aux 2 ans de l'enfant. La PSPE répond au besoin d'offrir une plateforme structurée, pratique et centrée sur les besoins des familles et des professionnels. Parmi les thématiques abordées : l'exposition aux polluants et substances chimiques du quotidien, les écrans, les ondes, la prévention des accidents domestiques ou encore les expositions professionnelles.

Pour accéder à la synthèse, [cliquez ici](#)

## EAUX.

- **En partenariat avec Aquassay, Aquasys et Rives & Eaux du Sud-Ouest, les équipes de la Banque des Territoires ont produit un guide méthodologique et pratique à destination des acteurs publics locaux en charge de l'aménagement économique et industriel.** Il aborde les différentes facettes complémentaires de la gestion de l'eau permettant : d'analyser la criticité de la ressource en eau ; d'étudier les opportunités et risques liés à un projet d'implantation industriel ; et de mettre en exergue des solutions concrètes adaptées. La Banque des Territoires espère que cet ouvrage favorisera le dialogue entre collectivités et industriels pour agir en faveur d'une gestion résiliente et intégrée de la ressource en eau.
- **Le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge a publié le rapport « Aider les parents à aider les enfants à grandir ».** Inégalités, pression scolaire, marchandisation des appuis à la parentalité, recul de la présence des enfants dans la société, etc. Sur la base d'un ensemble de constats concernant les conditions et les enjeux de l'exercice de la parentalité aujourd'hui, le Conseil de l'enfance propose 20 mesures qui visent à accompagner les parents pour aider les enfants à grandir autour de six axes : 1. égalité entre les parents ; 2. accès aux droits, prestations et services ; 3. déclore, ouvrir : la place des enfants et des parents dans la société ; 4. appuyer l'exercice parental et sa reconnaissance ; 5. repenser les temps des enfants et des parents ; 6. soutenir les associations et les projets locaux qui contribuent à ces objectifs.

Pour consulter le guide, [cliquez ici](#)

- **Le Gouvernement a lancé une nouvelle feuille de route interministérielle sur l'amélioration de la qualité des eaux littorales.** Les épisodes récurrents de pollution bactériologique, chimique ou due à des déchets aquatiques menacent : la santé publique, avec des risques liés à la consommation de coquillages ou à la baignade ; les activités professionnelles et l'attractivité des territoires avec des fermetures temporaires de zones et des pertes économiques significatives ; la biodiversité marine, déjà fragilisée par les pressions humaines et le changement climatique.
- **L'injep a publié le rapport « Le logement des jeunes en 2025 : accès, contraintes et aspirations ».** Les conditions de vie et les trajectoires résidentielles des jeunes en France révèlent un paradoxe : l'autonomie demeure un horizon largement désiré, mais son accès est de plus en plus contraint. Selon le baromètre DJEPVA 2025, près d'un jeune sur deux (45%) vit dans son propre logement, tandis que quatre sur dix résident encore dans la famille. Ces parcours résidentiels sont rarement linéaires : beaucoup connaissent des allers-retours entre indépendance et retour chez les parents, le plus souvent en raison des études ou de ruptures amoureuses. L'accès à un logement autonome se heurte à des obstacles multiples : loyers élevés, précarité professionnelle, faibles ressources et pénurie de logements sociaux. Les jeunes locataires occupent souvent de petites surfaces, mal isolées, parfois dégradées. Les dépenses liées au logement pèsent lourdement sur leurs budgets : plus d'un sur deux estime qu'elles sont trop importantes, en particulier les femmes, les étudiants et les jeunes chômeurs. Ces contraintes nourrissent des inégalités durables entre catégories sociales et entre territoires. Les discriminations s'ajoutent aux difficultés économiques : près d'un jeune sur deux déclare avoir subi un traitement inégalitaire dans sa recherche de logement, principalement en raison de l'âge, de l'apparence ou de l'origine.

Pour consulter le rapport, [cliquez ici](#)

Pour accéder au rapport, [cliquez ici](#)

## ENFANCE, JEUNESSE.

- **L'EHESP organise une session de formation sur les perturbateurs endocriniens et le risque chimique à destination des professionnels de santé de la périnatalité et de l'enfance.** Elle se tiendra en novembre 2026 en distanciel (temps synchrones et asynchrones).

Pour en savoir plus, [cliquez ici](#)

## ESPÈCES À ENJEUX POUR LA SANTÉ HUMAINE.

- **Promotion Santé Île-de-France a publié un Focus documentaire sur la lutte antivectorielle (LAV) et le moustique tigre, réalisé en partenariat avec le Réseau ÎSÉE, l'Observatoire Régional de Santé, le département Santé Environnement de l'ARS et sa Délégation Départementale des Yvelines, ainsi que Fredon IDF.** Ce nouveau Focus vise à informer, sensibiliser et outiller les acteurs de la LAV en Île-de-France pour accompagner les actions de prévention et de gestion des risques liés aux arboviroses. Il aborde la lutte antivectorielle sous l'angle de la promotion de la santé, notamment en organisant les ressources selon les 5 axes de la Charte d'Ottawa dont découlent les différents leviers d'intervention. Il se compose d'une bibliographie sélective, enrichie d'infographies interactives.

Pour accéder au Focus, [cliquez ici](#)

- **La Direction Générale de la Santé a publié la mise à jour du guide « Le rôle des collectivités territoriales dans la lutte contre le moustique : de la gestion des nuisances à la réduction des risques sanitaires ».** Ce document, élaboré à l'attention des collectivités territoriales, a pour objectif de vous guider sur les actions de contrôle des populations de moustiques et sur les moyens à votre disposition pour lutter contre ces vecteurs. Ces actions, répondant à la fois au bien-être des populations et aux enjeux de santé publique, sont indispensables à la mise en place de politiques durables de prévention.

Pour consulter le guide, [cliquez ici](#)

## INÉGALITÉS SOCIALES ET TERRITORIALES DE SANTÉ.

- **Pour avoir des systèmes de santé performants, par exemple en termes de gains d'espérance de vie, faut-il privilégier la maîtrise des dépenses de santé ou la lutte contre les inégalités de santé ? Une étude qui s'est appuyée sur l'observation des systèmes de santé de 36 pays de l'OCDE, dont la France, au cours des deux dernières décennies apporte des éléments de réponse... à rebours des choix politiques habituellement privilégiés.**

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#)

- **Le HCSP a publié le rapport « Intégrer la vulnérabilité en santé, un enjeu d'équité » issu de la réalisation d'auditions, de l'analyse de contributions et de la revue de la littérature, sur la façon dont la vulnérabilité des personnes, populations et territoires est et devrait être prise en compte par le système de santé.** Il permet de souligner que la vulnérabilité n'est pas un état intrinsèque, mais une situation contextuelle mettant en relation un individu ou un groupe présentant certaines caractéristiques vivant dans un environnement physique, social, culturel et juridique, avec certaines expositions présentant des risques pour la santé.

Le rapport propose d'abord un bilan de l'existant. L'analyse des actions réalisées en France pour prendre en compte les personnes en situation de vulnérabilité établit l'importance de besoins non-satisfaits tout autant que l'insuffisance de la coordination entre les multiples acteurs mobilisés et financements investis, et le manque de données d'études et de recherche.

Pour accéder au rapport, [cliquez ici](#)

## MOBILITÉS.

- **La FUB a publié le rapport « Santé en mouvement : le pouvoir de la marche et du vélo ».** Le rapport vise à placer la promotion de la santé au cœur des politiques publiques à l'approche du prochain mandat présidentiel. Il part d'un constat simple : face à la crise sanitaire et budgétaire, la réponse ne peut plus se limiter au traitement des pathologies individuelles, sans intégrer pleinement les dimensions préventives et collectives de la santé. Ici, la marche et le vélo sont considérés comme deux pratiques capables d'agir sur les déterminants de santé et de générer des co-bénéfices sanitaires, environnementaux, sociaux et économiques. Le rapport formule des recommandations pour construire un programme de santé à la fois crédible, opérationnel et soutenable. Il articule une orientation nationale claire avec des modalités de mise en œuvre à l'échelle locale.

Pour consulter le rapport, [cliquez ici](#)

## SANTÉ-ENVIRONNEMENT.

- **Dans le cadre du PRSE4 Ile-de-France, le Centre de Ressources Santé Environnement (CRSE), porté par le Centre Régional de Pathologie Professionnelle et Environnementale et l'ARS Île-de-France, met à disposition une plateforme numérique pour accompagner les professionnels de santé sur les enjeux de santé environnement.** Elle vise à faciliter l'accès à des ressources fiables et utiles à la pratique des professionnels de santé, en particulier en soins primaires, sur les questions d'expositions environnementales. Les ressources sont structurées par thématiques, pour accompagner la prévention des expositions, le conseil aux patients et l'orientation vers des dispositifs spécialisés, ainsi que des formations, outils pratiques, dispositifs d'appui, etc.

Pour en savoir plus, [cliquez ici](#)

## SANTÉ MENTALE.

- **La Drees a diffusé un jeu de données accompagné d'une datavisualisation sur les hospitalisations en lien avec un geste auto-infligé : c'est-à-dire une tentative de suicide ou une automutilation non suicidaire.** Les données sont présentées par âge, sexe, taux ou effectifs et types d'hospitalisations sur la période 2012-2025.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#)

- **De nouveaux travaux de recherche menés par l'OCDE soulignent la nécessité d'une action coordonnée entre différents secteurs pour promouvoir la santé mentale des jeunes, prévenir l'apparition de troubles mentaux et renforcer les réseaux d'aide à la jeunesse.** Les pays de l'OCDE peuvent : renforcer la prévention et la capacité de résilience ; élargir et faciliter l'accès à des aides adaptées aux jeunes ; s'attaquer aux causes profondes des problèmes de santé mentale, comme l'insécurité socioéconomique et le harcèlement ; évaluer de manière rigoureuse les effets sur la santé mentale, des interventions publiques ayant trait au numérique ; améliorer la collecte de données et le suivi.

Pour accéder à la publication (en anglais), [cliquez ici](#)

## SANTÉ PUBLIQUE.

- **L'Institut national du cancer a publié le « Panorama des cancers en France – édition 2025 ».** Cette édition retrace deux décennies d'avancées en épidémiologie, prévention, soins et recherche avec les données clés qui illustrent ces progrès : une baisse du taux de mortalité par cancer (-2 % chez les femmes et -1,5% chez les hommes entre 2012 et 2022) ; une amélioration de la survie à 5 ans pour la majorité des localisations, y compris pour les cancers de mauvais pronostics ; une dynamique forte en matière de recherche, avec plus de 4 380 projets de recherche financés entre 2007 et 2023 pour un montant total de 1,8 milliard d'euros ; l'accès aux essais cliniques a été largement étendu (le nombre de patients inclus a été multiplié par 2,8 en 20 ans pour atteindre plus de 60 000 patients en 2023) ; la démographie médicale en oncologie a connu une croissance importante entre 2013 et 2023, avec 3 fois plus d'oncologues médicaux et près de 80% de radiothérapeutes en plus. Les données de cette édition spéciale du Panorama des cancers en France constituent de véritables indicateurs de santé publique. Elles permettent d'identifier les priorités, d'orienter les politiques publiques et de renforcer l'engagement collectif pour réduire durablement le poids des cancers.

Pour consulter le panorama, [cliquez ici](#)

## VIEILLISSEMENT.

- **Dans la continuité d'un précédent rapport de 2024, l'Igas et l'IGEDD analysent les diverses formes d'habitat partagé adapté aux personnes âgées en perte d'autonomie.** Selon les projections démographiques, le nombre de personnes âgées en perte d'autonomie devrait continuer à augmenter jusqu'en 2050, pour atteindre près de 2,8 millions, soit environ 700 000 personnes supplémentaires par rapport à 2021. Cette évolution présentera des disparités territoriales marquées selon les départements. Face à ces enjeux, des formes d'habitat en alternative au domicile « historique », se développent. Elles proposent un cadre de vie assorti de services, notamment d'animation collective, sans relever du modèle des Ehpad. Ces logements recouvrent les résidences autonomie, les résidences services seniors privées ou encore l'habitat inclusif. Leurs avantages sont multiples comme la lutte contre l'isolement, un cadre sécurisé, la prévention de la perte d'autonomie ou encore l'optimisation des ressources humaines dédiées à l'accompagnement. Toutefois, leur développement reste encore limité, avec moins de 300 000 logements, soit une offre bien inférieure à celle en Ehpad.

Pour accéder au rapport, [cliquez ici](#)